

Lille, le 25 mars 2024

Communiqué de presse

Les associations s'inquiètent de la reprise des expulsions de bidonvilles dans l'agglomération lilloise

Des représentants des services de l'Etat et de la Mel se sont rendus la semaine dernière (19 mars) dans les bidonvilles du secteur Bavay-Cordonnier à Lille et des Quatre Cantons à Villeneuve d'Ascq. Ils ont indiqué aux habitants présents sur place qu'ils devraient quitter prochainement les deux lieux, semant la confusion et la crainte chez les intéressés. 95 personnes habitent sur le premier site à Lille. 166 habitent aux Quatre Cantons à Villeneuve d'Ascq. Sur ce total de 261 habitants, 147 sont des enfants ou des adolescents.

Le collectif solidarité Roms de Lille-Métropole s'alarme de ces menaces de démantèlements. Il se demande si elles ont un lien avec l'organisation d'épreuves des Jeux Olympiques dans notre métropole. Y a-t-il, de la part des autorités, une volonté de faire place nette et de cacher aux regards extérieurs les plus pauvres de notre territoire ? Le collectif rappelle que *"le terrain des Quatre cantons est un "site aménagé et géré" créé par la métropole européenne de Lille il y a plusieurs années. Au vu de ce statut, ses occupants y ont construit leur existence, qu'il s'agisse de scolarisation des enfants ou de vie professionnelle. Démanteler ce terrain, et ceux des rues Bavay et Cordonnier à Lille, ne règlera rien et projettera les familles dans une précarité toujours plus grande. L'expulsion sans solution de relogement est une fabrique de malheur, pour les individus concernés comme pour notre société. »*

La LDH section de Lille s'inquiète également des pressions faites aux habitants de ces bidonvilles. Elle rappelle qu'une expulsion a déjà eu lieu le 21 mars au terrain du Hellu à Lezennes, laissant des familles sans solution pérenne (seulement trois nuitées d'hôtel pour une famille ayant un enfant polyhandicapé). Pour la LDH section de Lille, *« si les bidonvilles sont des lieux où les conditions d'une vie digne ne sont pas réunies, des expulsions sans relogement pérenne ne sont évidemment pas une solution. Nous condamnons des politiques qui se bornent à chasser sans fin des populations stigmatisées et discriminées, les condamnant à l'errance. Nous demandons que la Préfecture et la MEL travaillent ensemble, et avec les associations, pour proposer aux habitants des bidonvilles des conditions de vie dignes, nécessaires à leur pleine et entière inclusion dans notre société. »*

La Fondation Abbé Pierre appelle à la relance d'une dynamique de résorption des bidonvilles de la métropole. *« Nous souhaitons pouvoir travailler avec les services de l'Etat et les collectivités à un nouveau plan de résorption. Face aux conséquences désastreuses d'expulsions successives sans relogement ou hébergement, engageons une réflexion constructive sur les alternatives possibles, comme c'est le cas dans d'autres agglomérations. Le territoire dispose de nombreuses compétences et bonnes volontés pour accompagner cette dynamique : associations, Fondations, opérateurs logement... Prenons le temps d'y travailler conjointement, La Fondation Abbé Pierre est prête à appuyer cette réflexion et les actions sur lesquelles elle pourra déboucher. Dans l'attente, il faut surseoir à toute nouvelle expulsion".*

Pour le Collectif solidarité Roms de Lille – Métropole : Dominique Plancke, 06 70 33 31 79
collectifsolidariteRoms@gmail.com

Pour la section de Lille de la LDH : Julie Deville, 06 23 46 77 54) lille@ldh-france.org

Pour la Fondation Abbé Pierre, Isabelle Fourot, directrice de l'agence régionale, 06 17 01 08 87 ;
ifourot@fondation-abbé-pierre.fr